

Rwasa : "Ceux qui sont à l'extérieur feraient mieux de se taire"

Jeune Afrique, 05 février 2016 Burundi : Rwasa ou l'art de la survie Rentré au pays après deux décennies de l'ancien chef rebelle conteste toujours la réélection de Pierre Nkurunziza mais a accepté la vice-présidence de l'Assemblée. Rencontre avec un homme insaisissable, dont on ne sait s'il s'est rangé ou s'il attend son heure. Est-il possible, quand on a fréquenté le maquis des années durant, d'avoir un jour l'esprit tranquille ? Avec sa démarche vieux fâlin et son regard bienveillant, Agathon Rwasa semble prétendre que oui. Mais sa villa située sur les hauteurs de Bujumbura dit tout autre chose.

Derrière des sacs de sable amassés comme au front, des hommes en armes veillent. Lui-même finit par admettre : « Je frêle la mort tous les jours. Je suis dans le collimateur des deux camps : le pouvoir et l'opposition. Et le drame, c'est que celui qui chercherait à m'abattre rendrait l'autre responsable de ma mort. » Tout cela dit avec le sourire de ceux qui ont fini par se convaincre que « l'on meurt quand son heure est arrivée ». En la matière, le temps est considérablement accéléré ces derniers mois au Burundi. L'ONU dénombre plus de 400 morts depuis avril 2015, lesquels des militants des Forces nationales de libération (FNL), le parti de Rwasa. La faute au pouvoir ? « L'opposition dite « radicale » ? Aux deux peut-être. Car aujourd'hui, alors que le pays semble être condamné à choisir son camp, Rwasa occupe une drôle de place. « On ne comprend pas bien quelle est sa position ni où il veut en venir », admet un analyste politique qui a requis l'anonymat. Des doutes sur son opposition à Pierre Nkurunziza Est-il dans l'opposition, lui l'ancien ennemi juré de Pierre Nkurunziza qui a dénoncé les résultats des élections législatives présidentielle de l'année dernière et qui continue d'en parler comme d'une parodie ? Faut-il le considérer comme le pouvoir depuis qu'il a accepté la surprise générale de siéger à l'Assemblée nationale et même, à depuis occuper le poste de premier vice-président ? Plusieurs des opposants en exil ont d'ailleurs tranché : pour eux, Rwasa est « un traître » qui « cautionne » la dérive du régime. « Moi ? Mais je suis dans l'opposition, feint-il de s'étonner lorsque la question lui est posée. Même le pouvoir me déçoit ainsi. » De fait, il est l'un des rares, au moins à critiquer ouvertement la « répression » du régime et les exactions des forces de l'ordre. Ceux qui sont à l'extérieur poursuit-il, feraient mieux de se taire : « Où étaient-ils quand mes partisans se faisaient massacrer ? » C'était en 2005, au lendemain de l'élection contestée (d'ailleurs) de Pierre Nkurunziza. Les hommes du président issus de l'ancien régime du CNDD-FDD avaient alors entrepris de rationaliser ce dont ils avaient depuis des années : réduire au silence ce qu'il restait de « l'autre » rébellion hutue, le FNL de Rwasa. « Ce qui le guide d'ailleurs ? La responsabilité, dit-il à Bujumbura, pensent que cette sanglante répression explique la volte-face de Rwasa en juillet 2015. « Il ne voulait pas exposer une fois de plus ses partisans », croit savoir l'analyste cité plus haut. Chez les opposants, on lui prête de moins glorieuses intentions : jeune marié et père d'enfants en bas âge, celui qui n'est rentré au pays qu'en 2013 aurait d'ailleurs dû enfin jouir des avantages matériels et financiers du pouvoir. Une autre raison est avancée par d'autres : l'ancien seigneur de guerre aurait négocié son immunité. Son nom est en effet cité, depuis près de dix ans, dans le massacre du camp de réfugiés de Gatumba (166 réfugiés exécutés en août 2004). Peu après son retour d'exil, la justice a fort opportunément ouvert une enquête contre Rwasa, qui nie être lié à ce massacre. « Il bouge un petit doigt et le régime relance l'instruction », suppose un opposant. D'autres enfin, parmi les diplomates notamment, prêtent un savant calcul politique : « Il se dit qu'en se plaçant au-dessus de la mêlée il se positionne pour la succession de Nkurunziza au cas où ça tournerait mal. » Le principal intéressé se défend de tout cela. Ce qui le guide d'ailleurs ? La responsabilité, dit-il. « Moi, j'ai définitivement dit adieu aux armes. Je suis plus utile aujourd'hui dans l'opposition. » Le combattant s'est-il assagi ? Il n'en a pas toujours été ainsi. Né un an après Pierre Nkurunziza (1964) et dans la même ville que lui (Ngozi), Rwasa, alors qu'il était jeune diplômé en psychologie, a été contraint comme tant d'autres intellectuels hutus à l'exil en 1988, après les massacres de Ntega et de Marangara, puis, de fil en aiguille, à la rébellion. Au sein du Palipehutu, il monte vite en grade, jusqu'à devenir le leader de sa branche armée, les Forces nationales de libération. « Dans le maquis, c'était un demi-dieu, se souvient l'un de ses compagnons d'armes, il jouissait d'une grande aura après des combats. » Et d'une piétre renommée au-delà. Impitoyable et intraitable, il est alors réputé pour n'accepter aucune contradiction. Les temps ont bien changé. Rwasa, qui a passé vingt-trois ans en exil et peine moins les armes à la main, aurait-il gagné par la sagesse ? C'est ce qu'il veut faire croire, notamment lorsqu'il déclare, la main sur le cœur, que rien « ne peut conduire à l'extermination de l'autre ». Lui qui se pose au Burundi aujourd'hui, poursuit-il, « n'est pas une question d'ethnie, mais de gouvernance ». Pour briser l'impasse, il propose des élections anticipées auxquelles Nkurunziza ne pourrait pas se présenter. Lui, si. À CHACUN RÉBELLION Certains, au Burundi, se plaisent à croire qu'Agathon Rwasa joue un double jeu, et que dans les monts de Bujumbura-Rural, son ancien fief, ses hommes fourbissent leurs armes. Les Forces nationales de libération (FNL) reprendront-elles une nouvelle fois la route du maquis ? Rwasa jure que non. Il dit aussi ne plus avoir la main sur ses hommes. Selon lui, ceux qui rejoignent le maquis aujourd'hui ne sont pas les hommes qui se sont battus à ses côtés, mais la nouvelle génération, « les jeunes qui sont au chômage ». On y trouverait également de nombreux déserteurs de l'armée et de la police burundaises. Trois mouvements armés (qui ont leur base à l'extérieur du pays) ont officiellement leur existence ces dernières semaines : la Résistance pour un État de droit au Burundi (RED-Tabara), les Forces républicaines du Burundi (Forebu) et un mouvement dissident des FNL. Des poches de rébellion s'élevaient également à l'intérieur du pays.